



CHAPITRE 121

Loi constituant en corporation Les Sœurs de la Charité de Saint-Louis (Province de Notre-Dame de l'Annonciation)

[Sanctionnée le 30 avril 1964]

Préambule.

ATTENDU que dame Béatrice Roy, en religion Sœur Julienne de l'Eucharistie, supérieure provinciale de la province de Notre-Dame-de-l'Annonciation de la congrégation religieuse connue sous le nom de Les Sœurs de la Charité de Saint-Louis, domiciliée à Bienville, dans le comté de Lévis, a, par sa pétition, représenté:

Que la congrégation religieuse connue sous le nom de Les Sœurs de la Charité de Saint-Louis, ci-après appelée "la congrégation", possède de nombreuses institutions dans la province de Québec;

Que la congrégation a obtenu de la Législature une loi constituant une corporation sous le nom de La Congrégation des Sœurs de la Charité de Saint-Louis, soit la loi 4 Édouard VII, chapitre 109, qui a ensuite été modifiée par la loi 17 George V, chapitre 110;

Que les œuvres de la congrégation se sont développées considérablement et ne cessent de progresser;

Que pour répondre adéquatement à ces progrès, les autorités supérieures de la congrégation ont récemment créé de nouvelles provinces religieuses jouissant d'une certaine autonomie;

Que la structure de la corporation ci-devant mentionnée ne répond plus aux besoins actuels de la congrégation;

Qu'il est nécessaire que soit constituée une nouvelle corporation dont la structure, les droits, les pouvoirs et privilèges puis-

CHAPTER 121

An Act to incorporate Les Sœurs de la Charité de Saint-Louis (Province de Notre-Dame de l'Annonciation)

[Assented to 30th April 1964]

WHEREAS Dame Béatrice Roy, in Preamble.

religion Sister Julienne de l'Eucharistie, provincial superior of the province of Notre-Dame de l'Annonciation of the religious congregation known as "Les Sœurs de la Charité de Saint-Louis", domiciled at Bienville in the county of Levis, has, by her petition, represented:

That the religious congregation known as "Les Sœurs de la Charité de Saint-Louis", hereinafter called "the congregation", has several institutions in the Province of Quebec;

That the congregation obtained from the Legislature an act creating a corporation called "La Congrégation des Sœurs de la Charité de Saint-Louis", namely the act 4 Edward VII, chapter 109, which was later amended by the act 17 George V, chapter 110;

That the activities of the congregation have greatly expanded and still continue to progress;

That in order adequately to meet such progress, the higher authorities of the congregation recently created new religious provinces enjoying a measure of autonomy;

That the structure of the aforesaid corporation no longer meets the present needs of the congregation;

That it is necessary to constitute a new corporation whose structure, rights, powers and privileges will meet the needs of the

sent répondre aux besoins de la congrégation et permettre la constitution en corporation de ses provinces et de ses œuvres;

Que la corporation connue sous le nom de La Congrégation des Sœurs de la Charité de Saint-Louis a approuvé la présentation de la pétition;

Que Son Excellence Monseigneur Maurice Roy, archevêque catholique romain du diocèse de Québec dans lequel se trouvent la plupart des maisons de la congrégation, a donné son assentiment à la présentation de la pétition;

Attendu qu'il y a lieu de faire droit à la demande contenue dans la dite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Constitution.

Nom.

Siège social.

Membres.

Fins.

Pouvoirs, etc.

1. Une corporation, ci-après appelée "la corporation", est constituée sous le nom de "Les Sœurs de la Charité de Saint-Louis (Province de Notre-Dame de l'Annonciation)".

2. Le siège social de la corporation est dans la cité de Lauzon.

3. Les personnes qui sont ou deviendront membres de la congrégation et qui sont ou seront attachées à une maison de la province de Notre-Dame de l'Annonciation de la congrégation, dans la province de Québec, sont membres de droit de la corporation, mais seulement tant qu'elles y demeurent ainsi attachées et qu'elles restent membres de la congrégation.

4. Les fins de la corporation sont la religion, la charité, l'enseignement et l'éducation.

5. La corporation a les pouvoirs, les droits et les privilèges des corporations ordinaires, et elle peut, en particulier:

a) avoir un sceau et le modifier à volonté;

b) ester en justice;

c) acquérir, établir, maintenir, administrer et gérer toute œuvre ou entreprise en relation avec ses fins;

d) acquérir, établir, posséder, maintenir, administrer et gérer des maisons d'éducation, établissements d'enseignement,

congrégation and to authorize the incorporation of its provinces and works;

That the corporation known as La Congrégation des Sœurs de la Charité de Saint-Louis has agreed to the presenting of the petition;

That His Excellency Monsignor Maurice Roy, Roman Catholic Archbishop of the diocese of Quebec, where most of the houses of the congregation are situated, has consented to the presenting of the petition;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in such petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. A corporation, hereinafter called "the corporation", is created under the name of "Les Sœurs de la Charité de Saint-Louis (Province de Notre-Dame de l'Annonciation)".

2. The corporate seat of the corporation shall be in the city of Lauzon.

3. The persons who are or shall become members of the congregation and who are or shall be assigned to a house of the congregation situated in the province of Notre-Dame de l'Annonciation, in the province of Quebec, shall be members of right of the corporation, but only as long as they remain so assigned and continue to be members of the congregation.

4. The objects of the corporation shall be religion, charity, instruction and education.

5. The corporation shall have the powers, rights and privileges of ordinary corporations and may in particular:

a. have a seal and alter it at will;

b. appear before the courts;

c. acquire, establish, maintain, administer and manage any work or undertaking related to its objects;

d. acquire, establish, possess, maintain, administer and manage educational and teaching establishments, residences for

résidences de religieuses, juvénats, noviciats, scolasticats, chapelles, centres récréatifs, bibliothèques, terrains de jeux, maisons de retraites, hospices, refuges, maisons de repos, orphelinats, ouvroirs, asiles ainsi que des infirmeries au sens du paragraphe *a* de l'article 1 de la Loi des hôpitaux;

e) s'obliger et obliger autrui envers elle par tout mode légal, et spécialement par lettre de change, billet ou autre effet négociable;

f) emprunter de l'argent par tout mode reconnu par la loi;

g) hypothéquer ou nantir ses immeubles, donner en gage ou les grever d'une autre charge pour garantir le remboursement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations;

h) émettre des obligations ou d'autres titres ou valeurs, et les vendre, les échanger, les nantir, ou les mettre en gage;

i) notwithstanding les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, sans dépossession, des biens, meubles et immeubles, présents et futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer telle hypothèque, tel nantissement ou tel gage par acte de fidéicommiss conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Statuts refondus, 1941, chapitre 280) ou à toute loi pouvant remplacer cette dernière;

j) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée, soit en son nom, soit au nom de fiduciaires;

k) aider toute personne poursuivant une fin similaire à l'une des siennes, lui céder tout bien gratuitement ou contre valeur, lui prêter de l'argent, cautionner ou garantir ses obligations ou ses engagements;

l) accepter tout don, legs ou libéralité;

m) acquérir, posséder, administrer et aliéner tous biens, meubles ou immeubles, par tous les modes légaux et à tout titre;

n) établir et maintenir des cimetières et ériger des caveaux dans ses chapelles pour y déposer la dépouille mortelle de ses membres, de ses bienfaiteurs ou de toute personne liée à la corporation par

nuns, juvenates, novitiates, scholasticates, chapels, recreational centres, libraries, playgrounds, retreats, hospices, refuges, rest homes, orphanages, workrooms, asylums, and also infirmaries within the meaning of paragraph *a* of section 1 of the Hospitals Act;

e. bind itself and bind others towards it in any legal manner and especially by bill of exchange, note or other negotiable instrument;

f. borrow money by any method recognized by the law;

g. hypothecate or pledge its immovables, give in security or encumber its moveable property to secure the payment of its loans or the carrying out of its obligations;

h. issue bonds or other titles of indebtedness or securities, and sell, exchange, mortgage or pledge the same;

i. notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge, while retaining possession thereof, moveable and immovable property, present and future, in order to secure the payment of the bonds or securities issued, give a part only of such guarantees for the same objects, and constitute such hypothec, mortgage or pledge by trust deed in accordance with the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1941, chapter 280) or any act that may replace it;

j. invest its funds in any manner deemed suitable, either in its own name or in the name of trustees;

k. assist any person pursuing any object similar to any of its own, cede any property, gratuitously or for value, and make loans to such person, and secure or guarantee his obligations and engagements;

l. accept any gift, legacy or liberality;

m. acquire, possess, administer and alienate all moveable or immovable property, by all legal methods and under any title;

n. establish and maintain cemeteries or erect vaults in its chapels for the disposal of the mortal remains of its members, benefactors or any person connected in any way with the corporation, in conform-

quelque relation que ce soit, en se conformant à la Loi des inhumations et exhumations (Statuts refondus, 1941, chapitre 316) et faire tenir les registres de l'état civil constatant les inhumations qui y sont faites par le ministre du culte désigné par le clerc exerçant la fonction d'évêque catholique romain du diocèse où se trouve le siège social de la corporation;

o) ériger, détenir, réparer, aménager, améliorer, transformer et utiliser toutes constructions et tous ouvrages utiles à la poursuite de ses fins, qu'il s'agisse d'immeubles dont la corporation est propriétaire ou d'immeubles dont elle a seulement la jouissance, et contribuer ou aider, de toute manière, à l'érection, à l'aménagement et à l'entretien de tels ouvrages et constructions;

p) pourvoir à la formation, à l'instruction, à la subsistance et à l'entretien de ses membres, des personnes à son service et de celles qui sont en relation avec elle;

q) disposer, à titre gratuit ou à titre onéreux et à sa discrétion, de l'une ou l'autre de ses entreprises ou de ses œuvres;

r) conclure avec toute autorité publique des arrangements de nature à aider la corporation à poursuivre ses fins, les mettre en œuvre, exercer les droits et privilèges qui en résultent et remplir les obligations qui en découlent;

s) approuver, demander et obtenir tout statut, ordonnance, ordre, règlement ou autorisation ou disposition législative ou administrative, qui serait de nature à lui profiter, directement ou indirectement, et s'opposer à toute procédure ou demande qui pourrait être de nature à lui nuire directement ou indirectement;

t) conclure avec toute personne, société ou corporation exploitant ou se proposant d'exploiter des entreprises, des œuvres ou des affaires qui peuvent lui être profitables, des conventions établissant les termes et les modalités de l'association de la corporation avec ces personnes; faire partie de tout groupe, devenir membre de toute association ou corporation, ou devenir actionnaire de toute compagnie exploitant des entreprises, des œuvres ou des affaires qui peuvent aider la corporation à exercer ses pouvoirs;

u) s'associer à toute corporation qui s'adonne à des entreprises, des œuvres ou

ity with the Burial Act (Revised Statutes, 1941, chapter 316) and cause the registers of civil status to be kept for such burials and disinterments by the minister of religion designated by the clergyman acting as Roman Catholic Bishop of the diocese where the corporate seat of the corporation is situated;

o. erect, hold, repair, equip, improve, transform and utilize any buildings and works suitable for the pursuit of its objects, whether the corporation owns the immoveables concerned or has only the enjoyment thereof; and contribute to or aid in any manner in the erection, equipment and maintenance of such works and buildings;

p. provide for the education, instruction, sustenance and support of its members, of persons in its service, and of those connected with it;

q. dispose, gratuitously or by onerous title and at its discretion, of any of its undertakings or works;

r. make with any public authority arrangements calculated to further the pursuit of the ends of the corporation, carry out the same and exercise the rights and privileges and fulfil the obligations resulting therefrom;

s. approve, solicit and obtain any statute, ordinance, order, regulation or authorization or provision, legislative or administrative, which may seem calculated to benefit it directly or indirectly and oppose any proceeding or application of such a nature as directly or indirectly to prejudice its interests;

t. make with any person, society or corporation carrying on or intending to carry on undertakings, works or activities which may be advantageous to it, agreements as to the conditions of association by the corporation with such persons; join any group or become a member of any association or corporation or become a shareholder of any company pursuing undertakings, works or activities calculated to assist it in the exercise of its powers;

u. associate itself with any corporation pursuing undertakings, works or activities

des affaires qui présentent quelque relation avec les fins de la corporation.

Immeubles non utilisés.

6. La corporation doit disposer dans un délai raisonnable des immeubles qui, pendant une période de sept années consécutives, n'auront pas été utilisés pour la poursuite de ses fins.

6. The corporation must dispose, within a reasonable time, of immoveables which, for a period of seven consecutive years, have not been used for its objects.

Disposal of surplus property.

Règlements.

7. La corporation peut, par règlement mais avec l'autorisation préalable de son conseil de consultants, établir, modifier et abroger des dispositions concernant :

- a) sa régie interne;
- b) la nomination, les fonctions, les devoirs et les pouvoirs de ses officiers, agents et serviteurs;
- c) la constitution, la nomination et la régie de comités exécutifs, de comités spéciaux, d'organismes, de titulaires qui peuvent être constitués ou nommés pour la poursuite de ses fins;
- d) la gestion, l'administration, l'usage et la disposition de ses biens, de ses œuvres et de ses entreprises;
- e) la poursuite de ses fins.

7. The corporation, by by-law, but with the previous authorization of its council of advisers, may make, amend and repeal provisions respecting:

- a. its internal management;
- b. the appointment, functions, duties and powers of its officers, agents and servants;
- c. the constitution, appointment and management of executive committees, special committees, boards or officers who or which may be constituted or appointed for the pursuit of its objects;
- d. the management, administration, use and disposal of its property, works and undertakings;
- e. the pursuit of its objects.

By-laws.

Fondations.

8. La corporation peut accepter des fondations pour des fins religieuses, charitables, éducatives ou d'assistance et, par conséquent, recevoir à titre de dépositaire légal ou de ministre fiduciaire, de légataire ou de donataire, les biens donnés ou transmis par donation, testament ou autre mode de transmission par le fondateur et s'obliger à exécuter les charges établies par ce dernier, la corporation n'étant tenue de leur exécution que sur les biens de la fondation et non sur son patrimoine personnel.

8. The corporation may accept endowments for religious, charitable, educational or welfare purposes and consequently receive, as legal depository, fiduciary agent, legatee or donee, the property given or transferred by gift, will or otherwise by the founder, and bind itself to carry out the charges established by him, the corporation being bound to carry out the same with the property of the endowment only and not with its personal assets.

Endowments.

Patrimoine distinct.

Les biens de chaque fondation forment un patrimoine distinct qui doit être géré et administré distinctement et pour lequel la corporation doit tenir une comptabilité distincte. La corporation exerce sur chacun de ces patrimoines les droits d'un propriétaire absolu, et elle peut employer un sceau particulier pour chacun.

The property of each endowment shall constitute a distinct patrimony which must be managed and administered separately, and for which the corporation shall keep separate accounts. The corporation shall exercise the rights of absolute owner in respect of each such patrimony and may use a special seal for each.

Distinct patrimony.

Acceptation assujettie à autorisation.

La corporation doit être spécialement autorisée par le clerc exerçant la fonction d'évêque catholique romain du diocèse dans lequel se trouve le siège social de la corporation avant d'accepter de telles fondations; elle ne peut placer les biens de ces fondations qu'avec l'autorisation de ce

The corporation must be specially authorized by the clergyman acting as Roman Catholic Bishop of the diocese where the corporate seat of the corporation is situated before accepting such endowments; it may invest the property thereof only with the authorization of

Authorization to accept.

clerc et elle doit les administrer sous sa surveillance.

such clergyman and must administer the same under his supervision.

Dots.

9. Les dots constituées par ses membres ou pour eux sont considérées comme des fondations faites sous le régime de l'article précédent, tant qu'elles ne sont pas devenues la propriété définitive de la corporation.

9. Settlements constituted by or for its members shall be considered as endowments made under the preceding section, as long as they have not become the permanent property of the corporation.

Change-
ment de
nom, etc.

10. Avec le consentement de son conseil de consultants et de son visiteur et avec l'autorisation du secrétaire de la province, la corporation peut changer son nom ou le lieu de son siège social mais celui-ci doit toujours être fixé dans la province. Un avis d'un tel changement est publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

10. With the consent of its council of advisers, its visitor and with the authorization of the Provincial Secretary, the corporation may change its name or the location of its corporate seat, but it must always be in the province. Notice of such change shall be published in the *Quebec Official Gazette*.

Fonds
d'amor-
tissement.

11. La corporation doit établir un fonds d'amortissement pour toutes ses émissions de bons, d'obligations ou de valeurs qui ne sont pas remboursables par annuités.

11. The corporation must establish a sinking-fund for all its issues of bonds, debentures or securities not payable by annual instalments.

Copie
d'acte de
fiducie.

La corporation doit garder à son siège social une copie authentique de tout acte de fiducie qu'elle a passé et toute personne intéressée peut au besoin et sans frais en prendre communication et même en prendre des extraits.

The corporation must keep at its corporate seat an authentic copy of every trust deed to which it has become a party, and any person interested may refer to such copy and even make extracts therefrom at any time and without cost.

Activités
des mem-
bres.

12. Tout membre de la corporation peut mettre ses activités au service de cette dernière et en arrêter les conditions par une convention qui produit ses effets nonobstant toute loi contraire, tant que le membre fait partie de la corporation.

12. Any member of the corporation may devote her activities to its service and establish the conditions thereof by an agreement which shall have effect notwithstanding any law to the contrary, as long as she is a member of the corporation.

Désigna-
tion des
membres.

13. Tout membre de la corporation peut se désigner et être désigné sous le nom qu'il porte en religion.

13. Any member of the corporation may designate herself and be designated by the name she bears in religion.

Demande
de dissolu-
tion par
membre,
prohibée,
etc.

14. Aucun membre de la corporation ne peut en demander la dissolution ni réclamer de la corporation, s'il cesse d'en être membre, de rétribution, de salaire ou d'indemnité en raison du travail qu'il a accompli pour la corporation ou des services qu'il lui a rendus pendant qu'il en était membre.

14. No member of the corporation can demand its dissolution or claim from it, on ceasing to be a member thereof, any remuneration, salary or indemnity for work done for the corporation or services rendered to it while she was a member thereof.

Corpora-
tion repré-
sentante
de ses
membres.

15. La corporation représente ses membres et peut sous son nom, mais pour leur bénéfice, exercer leurs droits civils se

15. The corporation represents its members and may in its name, but for their benefit, exercise their civil rights

rapportant aux biens qu'ils peuvent posséder ou acquérir; elle peut tant en demande qu'en défense ou en toute autre qualité:

a) exercer en justice leurs recours;

b) de sa propre autorité et en tout état de cause, reprendre l'instance instituée par eux, malgré leur capacité de la continuer.

Recours permis.

La corporation peut aussi exercer à son bénéfice et conjointement avec les autres bénéficiaires, s'il en existe, les recours établis par la loi au cas de décès accidentel de ses membres.

respecting the property they may own or acquire; it may either as plaintiff or as defendant or in any other capacity:

a. exercise their judicial recourse;

b. of its own motion and at any stage of the proceedings, continue any suit commenced by them, despite their capacity to continue the same.

The corporation may also exercise for its benefit and in conjunction with the other beneficiaries, if any, such recourses as are provided by law in case of the accidental death of its members.

Certain recourses.

Supérieure provinciale.

16. Les droits et pouvoirs de la corporation sont exercés par la religieuse qui remplit la charge de supérieure provinciale de la province de Notre-Dame de l'Annonciation de la congrégation.

Autorisation du conseil de consultants.

Cependant la corporation doit être préalablement autorisée par son conseil de consultants pour exercer son pouvoir de réglementation établi à l'article 7 ou pour poser les actes au sujet desquels la présente loi ou les règlements de la corporation exigent une autorisation du genre.

Membres de ce conseil.

Sont membres du conseil de consultants les religieuses exerçant à l'occasion la fonction de membres du conseil de la supérieure provinciale de la province de Notre-Dame de l'Annonciation de la congrégation, ainsi que les membres qui seront à l'occasion désignés comme consultants par la corporation conformément à ses règlements.

16. The rights and powers of the corporation shall be exercised by the nun holding the office of provincial superior of the province of Notre-Dame de l'Annonciation of the congregation.

Provincial superior.

The corporation must however previously be authorized by its council of advisers to exercise the power to make by-laws enacted in section 7 or to perform any acts which, by this act or the by-laws of the corporation, are subject to such authorization.

Authorization by council of advisers.

The nuns acting for the time being as members of the council of the provincial superior of the province of Notre-Dame de l'Annonciation of the congregation, as well as the members appointed from time to time as advisers by the corporation in accordance with its by-laws, shall be members of the council of advisers.

Members of such council.

Autorisation spéciale.

17. La corporation doit être préalablement et spécialement autorisée par son visiteur pour exercer, tant pour son patrimoine propre que pour celui des fondations et des dots, les pouvoirs suivants:

a) le pouvoir d'acquérir ou d'aliéner des immeubles;

b) le pouvoir de placer des capitaux;

c) le pouvoir de faire de nouvelles constructions;

d) le pouvoir de faire des emprunts de deniers;

e) le pouvoir d'établir, d'acquérir, d'aliéner une œuvre ou une entreprise;

f) le pouvoir d'accepter les fondations visées à l'article 8;

g) les pouvoirs énoncés aux paragraphes g, h, i, j, k, n, q, r, s, t et u de l'article 5.

17. The corporation must be previously and specially authorized by its visitor to exercise, in respect of either its own assets or those of endowments, the following powers:

Special authorization.

a. the power to acquire or to alienate immoveables;

b. the power to invest its capital;

c. the power to erect new constructions;

d. the power to borrow money;

e. the power to establish, acquire or alienate a work or undertaking;

f. the power to accept the endowments referred to in section 8;

g. the powers enumerated in paragraphs g, h, i, j, k, n, q, r, s, t and u of section 5.

Visiteur.

18. Le visiteur de la corporation est le clerc exerçant, à l'occasion, la fonction d'évêque catholique romain du diocèse comprenant dans ses limites l'endroit du siège social de la corporation ou toute personne désignée comme visiteur par ce clerc.

18. The visitor of the corporation shall be the clergyman acting for the time being as Roman Catholic Bishop of the diocese where the corporate seat of the corporation is located, or any person appointed as visitor by such clergyman. Visitor.

Pouvoirs du visiteur.

19. Le visiteur peut en tout temps visiter la corporation et se rendre compte de tout ce qui concerne l'administration et la régie de ses œuvres et entreprises. Il peut, mais sans affecter les droits des tiers, l'obliger à faire tout ce qu'il juge utile ou nécessaire pour la régie, l'administration et le perfectionnement de ses œuvres et entreprises et à cesser de faire tout ce qui, à son avis, est inapproprié ou non nécessaire à ses fins.

19. The visitor may visit the corporation at any time and satisfy himself as to all matters respecting the administration and management of its works and undertakings. He may, but without affecting the rights of third parties, oblige it to do whatever he deems useful or necessary for the management, administration and improvement of its works and undertakings and to discontinue anything which he deems inappropriate or unnecessary for its purposes. Powers of visitor.

Déclaration.

20. La corporation doit produire au greffe de la Cour supérieure du district judiciaire dans lequel se trouve son siège social une déclaration contenant les renseignements énumérés au paragraphe 2 de l'article 2 de la Loi des déclarations des compagnies et ses sociétés (Statuts refondus, 1941, chapitre 277); la corporation doit aussi faire une déclaration de même nature dans les cas énumérés au paragraphe 4 de même article.

20. The corporation shall file in the office of the Superior Court in the district where its corporate seat is situated a declaration containing the information provided for in subsection 2 of section 2 of the Partnership Declaration Act (Revised Statutes, 1941, chapter 277); the corporation shall also make a similar declaration in the cases contemplated in subsection 4 of the same section. Declaration.

Registres.

21. La corporation doit tenir à son siège social un ou plusieurs registres contenant:

- a) une copie de la présente loi;
- b) les règlements de la corporation adoptés en exécution des pouvoirs conférés par la présente loi;
- c) les nom, prénoms, nationalité, adresse et fonction de chacun des membres de la corporation, son nom en religion, la date de son admission dans la corporation et celle où elle a cessé d'en être membre;
- d) les nom et prénoms de chaque membre exerçant la fonction de supérieure provinciale de la province Notre-Dame de l'Annonciation de la congrégation, la date de son entrée en fonction et celle où elle a cessé d'occuper cette fonction;
- e) les nom, prénoms et fonction de chaque visiteur, de chaque membre du conseil des consultants de la corporation, la

21. The corporation must keep as its corporate seat one or more registers containing:

- a. a copy of this act;
- b. the by-laws of the corporation made in the exercise of the powers conferred by this act;
- c. the surname, given names, nationality, address and occupation of every member of the corporation, her name in religion, the date of her admission to the corporation and the date when she ceased to be a member thereof;
- d. the surname and given names of every member holding the office of provincial superior of the province of Notre-Dame de l'Annonciation of the congregation, the date of her entry into office and the date when she ceased to hold it;
- e. the surname, given names and office of every visitor and of every member of the council of advisers of the corporation,

date de leur entrée en fonction et celle où ils ont cessé d'occuper leur fonction;

f) un résumé des dispositions des fondations que la corporation a acceptées sous le régime de l'article 8;

g) la liste des dettes garanties par hypothèque sur ses immeubles, la mention du principal de chacune d'elles, une description sommaire des immeubles hypothéqués et la mention des nom et adresse du créancier et, s'il s'agit d'émission de bons, d'obligations ou d'autres valeurs, la mention du nom du fiduciaire.

Force probante.

Ces registres font preuve *prima facie* de ce qui y est énoncé; il en est de même des extraits revêtus de sceau de la corporation et certifiés par le secrétaire de la corporation.

Consultation, etc.

Toute personne intéressée peut en prendre communication et en obtenir, à ses frais, des extraits certifiés.

Certificat de membre.

22. Un certificat du chancelier de l'archevêché de Québec ou, suivant le cas, du diocèse dans lequel se trouve le siège social de la corporation, constitue à toutes fins la preuve qu'une personne est membre de la corporation ou fait partie de son conseil de consultants ou exerce une fonction à laquelle s'applique la présente loi ou les règlements de la corporation.

Dissolution.

23. Sur présentation d'une requête de la corporation approuvée par son conseil de consultants et par le clerc exerçant à l'occasion la fonction d'évêque catholique romain du diocèse dans lequel se trouve le siège social de la corporation, le secrétaire de la province peut la déclarer dissoute; la dissolution ne prend effet qu'à compter du sixantième jour qui suit la publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle de Québec*. Au cas de dissolution, les biens de la corporation sont dévolus à l'évêque catholique romain de ce diocèse, après paiement de ses dettes et exécution de ses obligations.

Donations autorisées.

24. Nonobstant toute disposition législative contraire ou incompatible, les corporations constituées en vertu des lois de la province sont habilitées à faire à la corporation les donations qu'elles jugent convenables et à exécuter les enga-

the date of their entry into office and the date when they ceased to hold it;

f. a summary of the provisions of the endowments accepted by the corporation under section 8;

g. a list of the debts secured by hypothec on its immoveables, indicating for each the principal sum, a summary description of the immoveables hypothecated and the name and address of the creditor or, in the case of an issue of bonds, debentures or other securities, the name of the trustee.

Such registers shall make *prima facie* proof of their contents, as shall extracts bearing the seal of the corporation and certified by its secretary.

Any person interested may consult them and obtain certified extracts therefrom at his own expense.

22. A certificate of the chancellor of the archbishopric of Quebec or of the diocese where the corporate seat of the corporation is situated, as the case may be, shall constitute proof for all purposes that a person is a member of the corporation or is a member of its council of advisers or holds an office to which this act or the by-laws of the corporation are applicable.

23. Upon petition by the corporation approved by its council of advisers and by the clergyman acting for the time being as Roman Catholic Bishop of the diocese where the corporate seat of the corporation is situated, the Provincial Secretary may declare it dissolved; such dissolution shall take effect only from the sixtieth day following the publication of a notice to that effect in the *Quebec Official Gazette*. In the case of dissolution, the property of the corporation, after payment of its debts and the carrying out of its obligations, shall revert to the Roman Catholic Bishop of such diocese.

24. Notwithstanding any contrary or incompatible legislative provision, corporations constituted under the laws of the province are empowered to make to the corporation such gifts as they deem expedient and to carry out the commit-

gements que pourraient comporter ces donations, afin d'aider la corporation à défrayer le coût de construction et d'entretien de ses établissements, dépendances et succursales, pourvu qu'il en soit ainsi décidé à la majorité des voix, au cours d'une assemblée des administrateurs qui aura été convoquée à cette fin et à laquelle il y aura quorum.

ments implied by such gifts, in order to assist the corporation to defray the cost of construction and maintenance of its establishments, dependencies and branches, provided that it be so decided by the directors by a majority vote at a meeting of directors called for such purpose at which a quorum is present.

Constitu-
tion de
subsidi-
aires.

25. 1. Sur présentation d'une requête de la corporation, le lieutenant-gouverneur peut, aux conditions qui y sont énoncées, délivrer sous le grand sceau de la province des lettres patentes constituant en corporation, pour l'une ou plusieurs des fins mentionnées à l'article 4, toute maison, province, conseil, comité, titulaire, organisme ou œuvre de la congrégation. La requête doit indiquer le nom de la nouvelle corporation, ses fins ou objets, le lieu de son siège social, les pouvoirs, droits et privilèges dont elle jouira et les règles qui la régiront pour l'exercice de ses pouvoirs et la désignation de ses membres ou de son unique membre ou, selon le cas, de ses administrateurs et de son visiteur.

25. 1. Upon petition by the corporation, the Lieutenant-Governor may issue, on such conditions as are therein set out, letters patent under the Great Seal of the Province incorporating, for one or more of the purposes mentioned in section 4, any house, province, council, committee, officer, board or undertaking of the congregation. The petition shall state the name of the new corporation, its purposes or objects, the location of its head office, the powers, rights and privileges which it shall enjoy and the rules for the exercise of its powers and the appointment of its members or its sole member, of its directors and if need be its visitor.

Incorpo-
ration of
subsidi-
aries.

Avis.

2. Un avis de l'émission de ces lettres patentes doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

2. Notice of the issuing of such letters patent shall be published in the *Quebec Official Gazette*.

Notice.

Change-
ment des
fins, etc.

3. A la requête d'une corporation constituée sous le régime du présent article, le lieutenant-gouverneur peut, par lettres patentes supplémentaires, modifier les fins et pouvoirs de cette corporation ainsi que les règles établies pour leur exercice. Un avis de ces lettres patentes supplémentaires est alors publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

3. Upon petition by a corporation constituted under this section the Lieutenant-Governor, by supplementary letters patent, may amend the objects and powers of such corporation as well as the rules established for the exercise thereof. Notice of such supplementary letters patent shall then be published in the *Quebec Official Gazette*.

Amend-
ment of
objects,
etc.

Dissolu-
tion.

4. Sur présentation d'une requête d'une corporation constituée en vertu du présent article, le secrétaire de la province peut la déclarer dissoute et cette dissolution ne prend effet que le soixantième jour suivant la publication d'un avis à cette fin dans la *Gazette officielle de Québec*.

4. Upon the petition of a corporation incorporated under this section, the Provincial Secretary may declare it dissolved and such dissolution shall not take effect until the sixtieth day following the publication of a notice to that effect in the *Quebec Official Gazette*.

Dissolu-
tion.

Dévolu-
tion de
biens.

5. Au cas de dissolution, les biens de la corporation dissoute sont dévolus à la corporation constituée par la présente loi, après paiement de ses obligations.

5. In case of dissolution, the property of the dissolved corporation, after payment of its obligations, shall revert to the corporation incorporated by this act.

Reversion
of prop-
erty.

Succes-
sion.

26. A la requête de la corporation, le lieutenant-gouverneur peut, par les lettres patentes constituant une corporation sous le régime de l'article précédent, décréter

26. Upon petition by the corporation the Lieutenant-Governor, by the letters patent incorporating a corporation under the preceding section, may enact that

Succes-
sion.

que cette corporation succède à une corporation alors existante, et déclarer cette dernière éteinte, pourvu que cette dernière y ait consenti par résolution de son ou de ses administrateurs, ou de son ou ses membres, selon le cas.

Succes-
sion.

A la requête d'une corporation constituée sous le régime de l'article précédent, le lieutenant-gouverneur peut édicter une disposition semblable en faveur de la corporation requérante et la faire succéder à une corporation semblable qui a donné son assentiment par son administrateur ou ses administrateurs.

Idem.

La corporation qui succède à la corporation éteinte est saisie de tous ses droits, biens et privilèges et est tenue de ses obligations de la date d'émission de telles lettres patentes; toute disposition de biens faite en faveur de la corporation éteinte est considérée faite à la corporation qui lui succède et toute procédure qui aurait pu être commencée par la corporation éteinte ou contre elle peut être valablement commencée ou continuée par la corporation qui lui succède ou contre elle.

Déclara-
tion de
transmis-
sion.

La corporation qui succède doit faire enregistrer, suivant les lois d'enregistrement aux bureaux des circonscriptions dans lesquelles sont situés les immeubles, une déclaration faisant connaître la transmission des immeubles résultant de la présente loi et des dispositions de ses lettres patentes et décrivant suivant la loi les immeubles ainsi transmis.

Corpora-
tion pour
opérer hô-
pital.

27. 1. Sur présentation d'une requête de la corporation, le lieutenant-gouverneur peut, aux conditions qui y sont énoncées, délivrer sous le grand sceau de la province des lettres patentes constituant une corporation aux fins de posséder, maintenir et exploiter un hôpital. La requête doit indiquer le nom de la nouvelle corporation, ses fins ou objets, le lieu de son siège social, les pouvoirs, droits et privilèges dont elle jouira et les règles qui la régiront pour l'exercice de ses pouvoirs et la désignation de ses membres et de ses administrateurs ainsi que de son visiteur s'il y a lieu.

Avis.

2. Un avis de ces lettres patentes doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

such corporation succeeds a corporation existing at such time and declare the latter dissolved, provided that it has consented thereto by resolution of its director or directors or its members, as the case may be.

Upon petition by a corporation incorporated under the preceding section, the Lieutenant-Governor may enact the same provision in favour of the corporation which made the petition and cause it to succeed a similar corporation which has consented thereto by its director or directors.

Succes-
sion.

The corporation succeeding the corporation dissolved shall be vested with all its rights, property and privileges and bound by its obligations from the date of issue of such letters patent; any disposition of property made in favour of the corporation dissolved shall be considered as made to the corporation succeeding it and all proceedings that might have been commenced by or against the corporation dissolved may validly be commenced or continued by or against the corporation succeeding it.

Idem.

The succeeding corporation shall cause to be registered according to the registry laws, in the offices of the divisions in which the immovables are situated, a declaration showing the transfer of immovables resulting from this act and the provisions of its letters patent and describing according to law the immovables so transferred.

Déclara-
tion of
transfer.

27. 1. Upon petition by the corporation, the Lieutenant-Governor may issue, upon such conditions as are therein set out, letters patent under the Great Seal of the Province constituting a corporation for the purpose of owning, maintaining and operating a hospital. The petition shall state the name of the new corporation, its purposes or objects, the location of its head office, the powers, rights and privileges which it shall enjoy and the rules for the exercise of its powers and the designation of its members and directors and also of its visitor, if need be.

Corpora-
tion to
operate a
hospital.

2. Notice of such letters patent shall be published in the *Quebec Official Gazette*.

Notice

Change-
ment des
fins, etc.

3. A la requête d'une corporation constituée sous le régime du présent article, le lieutenant-gouverneur peut, par lettres patentes supplémentaires, modifier les fins et pouvoirs de cette corporation ainsi que les règles établies pour leur exercice. Un avis de ces lettres patentes supplémentaires est alors publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

3. Upon petition by a corporation constituted under this section, the Lieutenant-Governor, by supplementary letters patent, may amend the objects and powers of such corporation as well as the rules established for their exercise. Notice of such supplementary letters patent shall then be published in the *Quebec Official Gazette*.

Amend-
ment of
objects,
etc.

Dissolu-
tion.

4. Sur présentation d'une requête d'une corporation constituée en vertu du présent article, le secrétaire de la province peut la déclarer dissoute aux conditions qu'il détermine et cette dissolution ne prend effet que le soixantième jour suivant la publication d'un avis à cette fin dans la *Gazette officielle de Québec*.

4. Upon petition by a corporation incorporated under this section, the Provincial Secretary may declare it dissolved on such conditions as he shall determine, and such dissolution shall not take effect until the sixtieth day following the publication of a notice to such effect in the *Quebec Official Gazette*.

Dissolu-
tion.

Disposi-
tions ap-
plicables.

Toutes les dispositions actuelles et futures de la Loi des hôpitaux, des règlements faits en vertu de cette loi et de leurs modifications, s'appliquent à toute corporation constituée en vertu du présent article et une telle corporation ne doit pas y déroger.

All the present and future provisions of the Hospitals Act, of the regulation made thereunder and of their amendments, shall apply to any corporation incorporated under this section and no such corporation shall derogate therefrom.

Provisions
to apply.

1904,
c. 109;
1927,
c. 110, ab.

28. Les lois 4 Édouard VII, chapitre 109 et 17 George V, chapitre 110, sont abrogées et la corporation "La Congrégation des Sœurs de la Charité de Saint-Louis" visée par ces lois, est dissoute.

28. The acts 4 Edward VII, chapter 109, and 17 George V, chapter 110, are repealed and the corporation "La Congrégation des Sœurs de la Charité de Saint-Louis" contemplated by such acts is dissolved.

1904,
c. 109;
1927,
c. 110,
repealed.

Succes-
sion.

La corporation constituée par la présente loi succède à la corporation dissoute. Elle est saisie et déclarée propriétaire des biens de la corporation dissoute et elle est tenue de ses dettes et de ses obligations; toute disposition de biens faite en faveur de la corporation dissoute ou contre elle peut être valablement commencée ou continuée par la corporation constituée par la présente loi ou contre elle.

The corporation constituted by this act succeeds the dissolved corporation, is seized and declared owner of the property of the dissolved corporation and is responsible for its debts and obligations; all dispositions of property made in favour of or against such dissolved corporation may be validly commenced or continued by or against the corporation constituted by this act.

Succes-
sion.

Déclara-
tion de
trans-
mission.

La corporation doit faire enregistrer suivant la loi, aux bureaux des divisions d'enregistrement dans lesquelles se trouvent ses immeubles, une déclaration constatant la transmission de biens qui résulte de la présente loi et comportant la description des immeubles qui se trouvent ainsi transportés à la corporation.

The corporation shall cause to be registered in conformity with the law, in the offices of the registration divisions where its immovables are situated, a declaration setting forth the transmission of property resulting from this act and describing the immovables so transmitted to the corporation.

Declara-
tion of
trans-
mission.

Disposi-
tions non
affectées.

29. Aucune disposition de la présente loi ne déroge aux dispositions de la Loi des hôpitaux, de la Loi de l'assurance-hospitalisation et des lois qui régissent l'exercice de la médecine, de l'art dentaire et de la pharmacie, ni aux règlements faits

29. No provision of this act shall derogate from the provisions of the Hospitals Act, the Hospital Insurance Act, the laws governing the practice of medicine, dentistry or pharmacy or the regulations made under such laws or acts

Provisions
safe-
guarded.

en vertu de ces lois et les pouvoirs accordés par la présente loi doivent être exercés conformément à ces dispositions et règlements.

and the powers granted by this act shall be subject to such provisions and regulations.

Entrée en
vigueur.

30. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

30. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.